**((, RAPPORT DE PROGRÈS DE PROJET PBF**

**PAYS :** **GUINÉE**

**TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL : ANNUEL**

**ANNÉE DE RAPPORT: 2021**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet :** Projet d'appui à la participation des jeunes à la prévention des conflits en période électorale et la pérennisation des synergies locales des acteurs de paix.  **Numéro Projet / MPTF Gateway:**  **PBF/GIN/D-7/PRF 00120480** | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):**  ☒ Fonds fiduciaire pays  ☐ Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire :** | **Type et nom d’agences récipiendaires :**   * **Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) - (Agence Lead)** * **Search For Common Ground (SEARCH)** |
| **Date du premier transfert de fonds : 09 mars 2020**  **Date de fin de projet : 09 mars 2022**  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?** **Non** | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**  ☐ Initiative de promotion du genre  ☒ Initiative de promotion de la jeunesse  ☐ Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  ☐ Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**  **Agences récipiendaires Budget**  PNUD$ **1.526.890.00**  SEARCH$ **500.000.00**        $  Total : $ **2.026.890.00**  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : **68 %**  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*  **Budgétisation sensible au genre :**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : **$** **611.268.00**  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : **$ 335 628.76** | |
| **Marquer de genre du projet : 2**  **Marquer de risque du projet : 1**  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area ») : Prévention /Gestion de conflit** | |
| **Préparation du rapport :**  Rapport préparé par : **Richard KOUROUMA, Coordinateur du projet, Labila Tonhon NORAMOU, Chef de projet/Search**  Rapport approuvé par : **Abdoul Latif HAIDARA, Chargé de Programme/PNUD, Mamadou BARRY, Country Manager/Search**  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : **Oui** | |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (Limite de 1500 caractères):

Au cours de la période de ce rapport (novembre 2020 – novembre 2021), les activités suivantes ont été mises en œuvre : (i)- la réalisation de l’enquête initiale de perception des communautés vis-à-vis des Infrastructures Sociales de Paix en Guinée forestière, (ii)- l’accompagnement de 500 jeunes (250 hommes et 250 femmes) à travers les activités de haute intensité de main d’œuvre (HIMO) dans les communes de Conakry, (iii)- l’appui aux initiatives communautaires de riposte à Ebola et COVID-19 des ISP en Guinée forestière, (iv)- la formation de 30 jeunes membres des ISP sur les techniques de collecte des données et l’analyse participative des conflits, (v)- l’organisation de 27 dialogues communautaires/initiatives portées par les acteurs de paix de la région, (vi)- la formation de 30 jeunes membres des ISP en techniques de réalisation des émissions radiophoniques ; (vii)- la production et diffusion de 30 émissions radiophoniques et 4 magazines ISP sur la paix et la coexistence pacifique avec et par les jeunes, (viii)- la formation des membres des ISP sur le référentiel et le guide du plaidoyer sensibles aux conflits (ix)- la conduite des exercices d’analyse participative des conflits par les jeunes membres des ISP ; (x)- la formation de 50 femmes et filles leaders des organisations féminines de promotion de la paix ; (xi)- l’organisation de 18 ateliers/sessions de restitution de la formation sur le référentiel et le guide du plaidoyer, et (xii)- la redynamisation des ISP en Guinée forestière.

Les instances de gouvernance (7 réunions mensuelles de suivi, 2 comités techniques et 1 comité de pilotage) ont été aussi organisées entre les parties prenantes du projet. Le 2ème comité de pilotage de l’année est prévu le 15 décembre 2021 à N’Zérékoré.

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

Au cours du prochain semestre qui marque théoriquement la fin du projet, les principales activités planifiées sont :

* Réaliser l’évaluation à mi-parcours du projet ;
* Appuyer les initiatives des femmes évoluant dans la prévention et résolution des conflits ;
* Vulgariser la résolution 1325 et renforcer le rôle des femmes de la région forestière sur les dynamiques sous régionales de prévention des conflits et préservation de la paix :
* Soutenir les initiatives de prévention et de gestion des conflits des ISP dans la région ;
* Appuyer la mise en place de l'ANP en Guinée forestière ;
* Organiser les sessions de plaidoyer à l’endroit des autorités en faveur des ISP ;
* Appuyer la conception d’un outil de collecte, d’analyse et de reporting des alertes ;
* Définir un mécanisme de réponse aux alertes ;
* Produire et diffuser un rapport d’analyse des alertes et des conflits de la région forestière ;
* Appuyer les rencontres de partage d’expérience entre les initiatives des femmes de la région forestière ;
* Réaliser l’enquête finale de perception des communautés vis-à-vis des ISP ;
* Faire l’évaluation finale du projet ;
* Organiser le dernier comité de pilotage du projet.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal que le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (Limite de 1500 caractères):

En termes de changement structurel ou institutionnel constaté à la suite de la mise en œuvre du projet, les autorités locales de la région forestière s’engagent à accompagner et soutenir les ISP dans les plans de développement local (PDL) et plans annuels d’investissement (PAI). A date, 17 collectivités locales ont déjà inscrit les ISP dans leurs PDL en cours d’élaboration. Ce rôle de puissant outil de consolidation de la paix reconnu aux ISP, leur confère la crédibilité et l’autorité nécessaires dans la résolution des multiples foyers de tension qui secouent la région forestière.

Aussi, le projet a contribué à renforcer, dans les différentes localités, une solide interaction entre les membres des ISP (notamment les jeunes et les femmes) et les autorités locales dans le cadre de la prévention, gestion et résolution des conflits.

A Macenta, en guise d’illustrations, les dialogues communautaires ont fortement contribué à améliorer la cohabitation entre 2 ethnies (Manian et Toma) et à réduire considérablement les conflits intercommunautaires qui y étaient très récurrents comme le témoigne **M. Issiaka KAMARA, 2e Vice-Maire de la Commune Urbaine :** « *Grâce à ces rencontres périodiques soutenues par le projet, les conflits qui avaient pris place ici à Macenta ont vraiment diminués ces derniers moments »*.

**Eli LAMAH, membre de la SYCAP de Macenta,** reconnait : « *Avant, les autorités avaient du mal à nous associer au processus de gestion des affaires publiques parce que pour elles, les jeunes sont les promoteurs des violences. Aujourd’hui à force de s’asseoir au tour de la même table pour parler des problèmes de notre préfecture, elles ont changé positivement leur façon de faire. Nous collaborons bien avec elles et cela nous réconforte de plus »***.**

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (Limite de 2000 caractères):

L’approche qui consiste à responsabiliser les membres des ISP, plus particulièrement les jeunes et les femmes, dans la mise en œuvre des différentes activités du projet, est très appréciée par les intéressés et les autorités qui reconnaissent les effets bénéfiques d’une telle approche en termes de changements comportementaux et sur la dynamique de consolidation de la paix dans leurs différentes localités.

Ces changements sont illustrés par les témoignages ci-dessous :

1. « *(…..) Je me réjouis vraiment de ma participation à l’analyse des conflits dans la préfecture. J’ai appris beaucoup de choses à travers cette première intervention sur le terrain qui a renforcé mes compétences sur les techniques de collecte et d’analyse des données. Ce que j’ai beaucoup aimé dans tout ça, c’est qu’en nous donnant la responsabilité de l’analyse participative des conflits avec les communautés, cela nous met au-devant de la scène et fait de nous jeunes de vrais acteurs de paix »,* **Sékou Kourouma, jeune membre de la SYCAP de Yomou*.***
2. *« Nous sommes passés du statut de cibles des mesures de planification à celui de véritables acteurs de la paix »* **Amadou MANSARÉ,** **membre de la SYCAP de Beyla**.
3. Ces jeunes ne sont pas les seuls à se considérer comme des acteurs clés de la coexistence pacifique et du développement à la base. **L’ancien préfet de Yomou, Elhadj Ibrahima Sory CAMARA** : « *Les programmes de développement socio-économiques ne peuvent pas prospérer sans une coexistence pacifique des communautés. Les résultats des analyses de conflits réalisés par les jeunes nous permettent désormais de mieux comprendre les dynamiques de conflits et de repenser nos propres efforts ».*
4. **Mamadi KOUROUMA,** un autre jeuneexplique le changement opéré à son niveau grâce aux formations reçues ***: «****J’étais presqu’un rebelle et tout le temps en conflit avec les autres membres de ma famille et surtout animé par l’esprit de vengeance de ma mère qui n’a pas bénéficié du soutien de la part de mon père. J’ai donc grandi avec cette frustration qui s’est transformée en haine. Je voulais vaille que vaille venger ma mère… mais grâce aux différentes formations et le coaching, je sens un grand changement à mon niveau. J’ai maintenant une grande ouverture d’esprit et une vraie vision sur mon avenir. Dans ma famille et avec mes amis, tout le monde s’interroge sur ce changement survenu à mon niveau****».***

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:** **Les synergies locales des acteurs de la paix sont structurées, mieux coordonnées et contribuent à la prévention et à la résolution des conflits en région forestière, en particulier pendant la période électorale**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :*“On track”*

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Durant la période de ce rapport, nous constatons une meilleure structuration des synergies en région forestière. A date, toutes les 57 Synergies locales (1 SYRAP, 7 SYPAP et 49 SYCAP) disposent de certains documents de fonctionnement (Registres des PV et registres des courriers arrivées et départs). Le processus d’acquisition des agréments est en cours. Ces synergies contribuent efficacement à la prévention des conflits et la consolidation de la paix dans la région. Par exemple au cours de la période, 336 conflits ont été rapportés et 155 ont été résolus au travers des Synergies locales

Dans le cadre de la riposte à Ebola, les SYCAP de Samoé, Gouécké et N’Zérékoré ont également réalisé des activités de sensibilisations communautaires et de résolution de conflits. Ces activités qui ont touché 713 personnes dont 302 femmes ont permis de déconstruire les rumeurs, atténuer les résistances et rassurer les populations sur la nécessité de la vaccination. **Hélène LOUA, membre de la SYCAP de N’Zérékoré** témoigne: « *Je remercie le PNUD pour cette initiative salutaire d’impliquer les ISP dans la riposte à Ebola et COVID-19. En tant que bénéficiaire formée, j’encourage les populations à prendre le vaccin et à poser un regard positif sur les partenaires impliqués dans la riposte ; car ces partenaires ne propagent le virus comme beaucoup de personnes le prétendent : elles sont là pour nous sauver.*»

Pour l’ancien **Préfet de N’Zérékoré, Saa Yola TOLNO : «***L’appui aux SYCAP dans la lutte contre la double crise d’Ebola et Covid-19 est vraiment salutaire. A l’endroit des SYCAP, de traduire les messages en langues locales du terroir pour une meilleure appropriation par les communautés respectives. Aux populations, de recevoir ces équipes elles viennent pour lutter contre cette maladie et promouvoir la paix* ».

De même, les SYCAP de Kissidougou et Macenta ont également organisé des dialogues communautaires sur les diverses crises postélectorales ayant causé des dégâts matériels importants et des pertes en vies humaines. Et les capacités de 32 femmes et filles leaders des associations féminines de promotion de la paix de la région ont été renforcées sur leurs rôles et responsabilités dans la lutte contre Ebola et COVID-19 afin de réduire les résistances et les tensions dans les communautés.

Par ailleurs, l’organisation de 27 sessions de dialogues communautaires à N'Zérékoré, Macenta et Kissidougou (Août 2020 - mai 2021) ont permis à 1375 personnes dont 346 femmes de s’impliquer dans la prévention et la gestion des conflits dans leurs localités ayant connu des crises post-électorales. La série de formations de 541 membres des ISP dont 168 femmes sur le référentiel sensible aux conflits et aux droits de l’homme (14-28 novembre 2021), en techniques de collecte et d’analyse participative des données liées aux conflits ; de production radiophonique et réalisation des émissions radiophoniques (14-31 mai 2021) dans les 7 préfectures de la région. Elles ont permis aux jeunes de produire et diffuser des messages de paix promouvant le vivre ensemble, éviter de recourir à toutes formes de violences dans leurs revendications. Ces émissions ont contribué à atténuer à environ 60% les tensions et autres violences communautaires dans une région marquée par la double crise d’Ebola et COVID-19.

La conduite des premiers exercices d’analyse participative des conflits par les jeunes des ISPqui a eu lieu du 14 au 22 mars 2021, a permis de toucher 224 personnes dont 112 femmes et 7 rapports ont été produits et partagés dans la région.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et/ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

La dimension genre étant une approche intégrale du projet, les activités mises en œuvre contribuent à accroître l’implication et la participation active des jeunes et femmes à toutes les étapes du processus : au moins 32% de femmes y compris des jeunes touchés. Car ces jeunes femmes ont une expérience directe et approfondie d’activités de sensibilisations communautaires et de résolution de conflits avec un haut taux d’acceptation parmi les communautés bénéficiaires.

En outre, au cours des cadres d’échange organisés par le projet durant la période considérée, les recommandations formulées par les jeunes et femmes sont souvent les plus pertinentes et ont aidé l’équipe du projet à planifier des actions pour y répondre dans la mesure du possible.

Enfin, lors de la restructuration des Synergies locales des acteurs de paix au niveau communal (SYCAP), préfectoral (SYPAP) et régional (SYRAP), le projet a exigé et obtenu auprès des communautés 30 % de filles et femmes membres et les postes de vice-présidence des bureaux exécutifs sont occupés par des femmes.

**Résultat 2: Les jeunes et les femmes contribuent à réduire les violences en période électorale à travers leur engagement citoyen et des initiatives socio-économiques**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **on track**

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Durant la période du rapport, des progrès significatifs ont été réalisés dans le cadre de ce résultat dont l’insertion socioéconomique des jeunes à risque susceptibles d'être instrumentalisés politiquement, à travers la création d’emplois temporaires et de revenus, la responsabilisation des populations locales bénéficiaires dans l’engagement citoyen des jeunes dans les actions de développement de leurs localités ainsi que l’assainissement du cadre de vie dans les quartiers. Ce qui contribua ainsi, à la réduction des violences comme en témoignent les propos de **Moussa Sékou SYLLA, jeune bénéficiaire de Koloma Soloprimo :** « Avant ce projet, je ne travaillais pas, j’étais consommateur de stupéfiants et j’étais très violent. Depuis que je suis dans ce projet, j’ai compris que j’étais sur le mauvais chemin. Actuellement, je suis préoccupé par mon travail et je suis même transformé parce que je travaille avec des jeunes d’autres ethnies que je qualifiais d’ennemis. Mes camarades dans ce projet constituent aujourd’hui ma deuxième famille et je vais chaque jour, apporter ma contribution pour consolider la paix ».

**Et Mamadou Samba Diallo, un autre bénéficiaire de Ratoma :** « J’étais un élément clé des manifestations de rues, des violences dans les quartiers chauds de la commune de Ratoma ; mais ce projet m’a transformé en agent de paix. Pour preuve, mes amis du quartier sont surpris de mon comportement actuel parce que je les sensibilise quotidiennement pour abandonner les violences et se tourner vers une activité utile pour soi et pour sa communauté ».

En effet les activités HIMO ont essentiellement porté sur l’assainissement (curage des caniveaux, viabilisation de certaines artères, ramassage et transport des ordures vers les dépotoirs ou décharges).

Les travaux ont été réalisés à Kaloum, Matam, Matoto, Dixinn et Ratoma, et les 500 jeunes (250 hommes et 250 femmes) bénéficiaires ont été formés sur diverses thématiques (la citoyenneté, le rôle de la jeunesse dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix ; le leadership, la promotion de l’esprit d’entreprise ; la création et la gestion des groupements d’intérêt économique, l’hygiène et l’assainissement). A l’issue de ce processus, ils ont été constitués en groupements d’intérêt économique (GIE) et les plans d’affaires élaborés sont soutenus par le projet. Au total, 37 GIE ont été constitués dont 13 à Ratoma, 5 à Kaloum, 6 à Matam, 5 à Dixinn et 8 à Matoto. Ces GIE évoluent dans les domaines de : la saponification, le transport urbain (taxi moto), le commerce, l’assainissement et la briqueterie.

La dimension consolidation de la paix a été prise en compte depuis la réalisation des travaux HIMO où les fins de semaine (vendredi et samedi) étaient consacrées à la formation de ces 500 jeunes sur cette thématique. Et au cours de la mise en œuvre de leurs AGR, les jeunes réalisent périodiquement des activités de sensibilisation sur la citoyenneté, la paix et l’éducation civique et citoyenne dans certains quartiers chauds de Conakry en cette période postélectorale. Ce qui contribue à l’apaisement du climat social, à la quiétude et la coexistence pacifique.

En termes de stratégie de durabilité de ces activités, ces GIE sont placés sous la supervision directe des services déconcentrés des 5 communes de Conakry, notamment les Directeurs de Microréalisations (DMR), et de l’Agence Guinéenne d’Exécution des Travaux d’Intérêt Publics pour l’Emploi (AGETIPE).

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

La mise en œuvre du projet contribue à lutter contre certaines fragilités et favorise l’inclusion et l’autonomisation des 250 jeunes femmes bénéficiaires de Conakry qui mènent des AGR leur permettant de subvenir aux besoins de leurs familles, de participer à la résolution des problèmes de leurs communautés : « *Aujourd’hui je suis contente et fière de ce que je fais dans ce projet. Nous avons bénéficié d’une moto, qui en est la preuve de ce travail qui m’a permis de laisser la délinquance juvénile surtout de ne pas me lancer dans une activité de prostitution pour gagner ma vie.*», **Oumou Marietou SOUMAH, jeune bénéficiaire, Ratoma.**

*« Je suis* ***Alseny Baldé****, couturier, âgé de 30 ans, marié et père de 2 enfants. J’ai appris ce métier après avoir abandonné l’école. Le projet m’a identifié…nous avons travaillé et avons été formés aussi. Chaque semaine, le projet nous payait et on faisait de l’épargne. Aujourd’hui, je suis un peu équilibré car je parviens à assurer normalement les charges**de la famille. Aussi, les activités de sensibilisation que nous avons menées font de moi un messager de paix car à travers nos messages, beaucoup de nos amis ont changé de comportement. ».*

**Résultat 3 : L’Architecture Nationale de Paix est mise en place et renforce les mécanismes locaux de prévention et gestion des conflits en Guinée Forestière**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :*“Off track”*

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Les termes de référence pour la conception d’un outil de collecte des alertes de conflits sont développés et le processus de recrutement d’un consultant qui sera chargé de développer l’outil est en cours de finalisation.

De même que les activités préparatoires de l’atelier de conception de l’Architecture Nationale de Paix (TDR, validation de la stratégie par le Ministère de la Citoyenneté et de l’Unité Nationale) sont en cours de réalisation. Et les autres activités (organisation de l’atelier proprement dit, validation des résultats et présentation d’un projet d’ANP opérationnelle en Guinée forestière) sont prévues en novembre et décembre 2021.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Résultat 4 :**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*).*

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi :** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères).  Durant la période du rapport, 2 activités de suivi ont été réalisées : (i)- la mission de suivi des projets PBF en Guinée maritime effectuée par le Secrétariat du Fonds de Consolidation de la Paix du 2 au 4 février 2021 dans les communes de Dixinn et Ratoma ; (ii)- la mission de suivi conjointe du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, PBF et membres du gouvernement en Guinée forestière du 15 au 19 février 2021.  Les objectifs de ces activités de suivi étaient double : (i)- s’assurer de la qualité de mise en œuvre de ces projets et (ii)-formuler des recommandations allant dans le sens de l’atteinte des résultats. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? Oui. L’enquête initiale de perception des communautés vis-à-vis des Infrastructures Sociales de Paix (ISP) en Guinée forestière a permis de disposer des données de référence actualisées.  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ?  Oui.Une enquête initiale de perception des communautés vis-à-vis des Infrastructures Sociales de Paix (ISP) en Guinée forestière a été réalisée grâce aux services d’un consultant et les résultats ont été validés par les parties prenantes du projet lors de la session du comité de pilotage du 21 juin 2021. |
| **Evaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ?  Non | Budget pour évaluation à mi-parcours et finale (réponse obligatoire): $ 40 000.00  Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*:  N/A |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.  N/A  . | Nom de donateur :     Montant ($):    N/A |
| **Autre** : Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires ? (Limite de 1500 caractères). | La résurgence des deux pandémies en Guinée (COVID-19 et Ebola) a eu des répercussions néfastes tant sanitaires, que sociales et économiques. A l’issue de la mise en œuvre des activités et de l’analyse du budget du projet, une révision budgétaire de certaines lignes a été effectuée au cours de l’année. Toutefois, cette révision, inférieure à 15 %, n’a eu aucun effet majeur sur le budget global du projet et n’a nullement impacté les résultats attendus. |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$   47 341

Dans le cadre de la lutte contre la fièvre hémorragique à virus Ebola en Guinée forestière, les Infrastructures Sociales de Paix des communes rurales de Gouécké et Samoé et de la commune urbaine de N’Zérékoré, épicentre de l’épidémie, ont contribué à la riposte à travers des activités de sensibilisations communautaires, de communication porte à porte, de distribution de kits de protection et de résolution de conflits dans une région où les conflits intercommunautaires sont récurrents. Le résultat recherché était de déconstruire les rumeurs et le doute, atténuer les résistances, rassurer les populations sur la nécessité d’accepter les équipes mobiles de vaccination dans les communautés impactées par Ebola et COVID-19.

Et pour le respect des mesures édictées par le gouvernement, des kits de protection (les bavettes, bactigels, et les dispositifs de lavage des mains) ont été achetés et distribués lors de la mise en œuvre de la majeure partie des activités.

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

L’ajustement non financier suivant a été envisagé :

* La tenue de la plupart des réunions de coordination en ligne.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

☒ Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

☐ Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

☐ Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

☐ Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

☐ Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

☐ Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie IV : EVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS :**

Au cours de cette période, la majeure partie des activités planifiées a été mise en œuvre en dépit du contexte sanitaire marqué par la persistance de la COVID-19 et de la résurgence de la fièvre hémorragique à virus Ebola en Guinée forestière. Ce qui a permis d’améliorer le niveau de performance globale du projet.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Chaines des Résultats/produit** | **Indicateur** | **Val. de référence** | **Valeur cible** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| **Objectif général :**  **Contribuer à améliorer le cadre national de coordination des actions de préventions et de résolution des conflits et, y compris les conflits électoraux dans les régions de Conakry et N’Zérékoré** | **Indicateur 1 :** L’ANP est opérationnel (PV élaborés et diffusés, en Guinée Forestière | 0 | 1 | Janvier 2022 | 0% | L’opérationnalisation de l’ANP étant l’aboutissement final du projet, des activités préalables devaient être mises en place notamment la redynamisation et l’opérationnalisation des Synergies locales (SYRAP, SYPAP et SYCAP), ainsi qu’un mécanisme national et régional (Guinée Forestière) d’alerte et de réponse aux conflits. Ce à quoi le projet s’est attelé et le processus se poursuivra jusqu’en décembre 2021 |
| **Indicateur 2 :** % de conflits résolus au travers l’implication des jeunes (filles et garçons) ; | 25,58% de conflits résolus au travers des jeunes filles et garçons | 50 % de jeunes (dont 25% de jeunes filles) | Décembre 2021 & Mars 2022 | 0% | Pas possible de mesurer en ce moment. Cette donnée sera disponible à l’issue de l’évaluation à mi-parcours (décembre 2021) et finale du projet (mars 2022).  Par contre, le projet dispose des données sur le nombre de conflits prévenus et résolus par les ISP. |
| **Indicateur 3 :** Niveau de perception des acteurs locaux (populations (H/F) et autorités sur le rôle et les responsabilités des ISP dans la prévention et la résolution des conflits ; | 21,31% expriment une bonne perception dont (19,59% pour la prévention et 23,01% pour la résolution des conflits | 75%  50% des populations expriment au moins une bonne perception | Février 2022 | 0% | Pas possible de mesurer la perception des acteurs locaux en ce moment. Cette donnée sera disponible à l’issue de l’étude finale de perception des communautés vis-à-vis des ISP. |
| **Résultat 1 :** Les Synergies locales des acteurs de la Paix sont structurées, mieux coordonnées et assurent la prévention et la résolution des conflits en région forestière, en particulier pendant la période électorale | **Indicateur 1.1** : % des répondants dans les communautés à N’Zérékoré qui déclarent que les synergies locales ont contribué à la prévention et à la résolution des conflits, en particulier pendant la période électorale | I4 = 19,20% dont (24,25% chez les hommes et 11,91% chez les femmes). | I4 = à définir selon qu’une élection soit organisée avant la clôture du projet | Février 2022 | 0% | Pas possible de mesurer cet indicateur en ce moment. Cette donnée sera disponible à l’issue de l’étude finale de perception des communautés vis-à-vis des ISP prévue pour février 2022. |
| **Indicateur 1.2:** Niveau de perception des populations (jeunes, hommes et femmes, sages) sur le rôle et le fonctionnement des synergies | I1.2 =  (B= 20%  AB= 4,97%  M= 14,48%  NSP = 61,38%) | I1.2 = 50% des populations expriment au moins une bonne perception | Décembre 2021 &  Mars 2022 | 0% | Pas possible de mesurer cet indicateur en ce moment. Cette donnée sera disponible à l’issue de l’évaluation à mi-parcours (décembre 2021) et finale du projet (mars 2022). |
| **Indicateur 1.3** : Pourcentage de conflits prévenus/résolus au travers des synergies locales | 55,8 % | 100% | Juin 2021 = 70 %  Mars 2022 = 100 % | 66 % | En 2021, 336 conflits ont été rapportés dans les 57 Synergies locales. A date, 155 ont été résolus au travers des Synergies locales.  L’écart s’explique par la restructuration tardive des synergies locales et le fait aussi que certains conflits prévenus ou résolus par les SYCAP, SYPAP & SYRAP ne sont pas documentés. |
| **Produit 1.1** : Les synergies des acteurs de la Paix des sept préfectures de la Région Forestière sont restructurées et redynamisées | **Indicateur 1.1.1:** % de synergies (SYCAP, SYPAP, SYRAP) disposant des documents de fonctionnement (RI, statut, …) | 0% | 100% | Décembre 2021 | 100% | A date, toutes les 57 Synergies locales (1 SYRAP, 7 SYPAP et 49 SYCAP) disposent des documents de fonctionnement (Règlement intérieur, registres des PV et registres des courriers arrivées et départs). Le processus d’acquisition des documents juridiques (agréments) est en cours. |
| **Indicateur 1.1.2**: % de synergies (SYCAP, SYPAP, SYRAP) disposant des plans d’actions opérationnels sensibles aux conflits | 89,58% | 100% |  | 100% | Toutes les Synergies locales disposent de plan d’actions opérationnel et sensible aux conflits |
| **Indicateur 1.1.3 :**  % de SYCAP et SYPAP ayant déposé (au niveau de la SYRAP) des rapports annuels d’activités sur la prévention et la résolution des conflits | 0% | 100% | Décembre 2021  (Au moins 50 % des SYCAP et 100 % des SYPAP) | 0% | L’écart s’explique par la restructuration tardive des synergies locales mais aussi par le fait que les conflits prévenus ou résolus par la majeure partie des Synergies locales n’étaient pas documentés. |
| **Indicateur 1.1.4** : % de SYCAP et SYPAP ayant diffusé (public) des rapports annuels d’activités sur la prévention et la résolution des conflits | 0 % | 100% | Janvier 2022  (Au moins 50 % des SYCAP et 100 % des SYPAP) | 0% | Cette activité est planifiée pour janvier 2022 après l’élaboration et la transmission des rapports annuels. |
| **Produit 1.2** : Les capacités des Synergies locales sont renforcées (utilisant d’outils harmonisés et appropriés). | **Indicateur 1.2.1** : % de synergies qui utilisent le manuel référentiel et le guide de plaidoyer élaborés | 26,09 % | 100 % | Décembre 2021 (Au moins 50 %) | 0 % | Pas possible de mesurer en ce moment. Cette donnée sera disponible à l’issue de l’évaluation à mi-parcours |
| **Indicateur 1.2.2** : % de synergies ayant réalisé au moins une action de plaidoyer portant sur la consolidation de la paix | 42,39 % | 100% | Septembre 2021 = 60%  Décembre 2021 = 100% | 80 % | Les 80 % des Synergies locales ont mené au moins une action de plaidoyer portant sur la consolidation de la paix notamment la prise en compte des initiatives de prévention et gestion des conflits dans les Plans de développement local (PDL) et la participation des jeunes filles et femmes dans les processus de règlement des conflits dans les collectivités locales. Le processus se poursuit sur le terrain. |
| **Produit 1.3** : Les acteurs locaux (les autorités locales, la notabilité le conseil des sages, les acteurs de la société civile locale, jeunes) renforcent les dispositions de prévention des conflits en période électorale. | **Indicateur 1.3.1 :** Pourcentage de rapports d’analyse participative des conflits élaborés et diffusés par les synergies (SYCAP, SYPAP, SYRAP) | 17 % | 100% | Juillet 2021 = 70%  Décembre 2021 = 100% | 90 % | La diffusion de certains rapports dans les 7 préfectures de la région s’est faite en présence des autorités communales et préfectorales des localités concernées. Elle a été précédée par des exercices d’analyse de conflits dans les communautés.  L’écart sera comblé d’ici décembre 2021 |
| **Indicateur 1.3.2 :** Nombre d’initiatives de prévention des conflits mises en œuvre par les acteurs locaux en période électorale | 07 initiatives | Au moins une initiative par acteur en période électorale : | 07 | 385% (27 initiatives) | Ce dépassement s’explique par la forte demande de réponses aux risques de violences et autres crises postélectorales dans certaines localités du projet (Kissidougou, Macenta et N’Zérékoré). En plus les dialogues communautaires qui étaient l’initiative dominante ont été jugés efficaces par les acteurs pour l’apaisement de diverses tensions en latence |
| **Indicateur 1.3.3** : # d’émissions radiophoniques animées par les jeunes sur la prévention des conflits électoraux | 0 émission | Au moins trois (3) émissions par préfecture, | Décembre 2021 = 21 | 142,86% (30 éémissions) | Ce dépassement (30 (soit 142,86% et 9 émissions de plus) s’explique par l’importance qu’accordent les cibles aux émissions surtout par la participation des jeunes à la réalisation de ces émissions. |
| **Résultat 2 :**  Les jeunes et les femmes contribuent à réduire les violences en période électorale à travers leur engagement citoyen et des initiatives socio-économiques. | **Indicateur 2.1:** % d’associations des jeunes, membres des synergies ayant mené des actions de prévention et résolution des conflits en période électorale ; | 80% | 100% | Juin 2021 = 90 %  Décembre 2021 = 100 % | 88, 7 % | Le processus se poursuit sur le terrain.  L’appui aux initiatives de prévention et gestion des conflits des associations de jeunesse membres des synergies locale est planifié pour novembre et décembre 2021 |
| **Indicateur 2.2**: Pourcentage de jeunes (filles et garçons) ayant développés des initiatives citoyennes de prévention et de résolution des conflits en Période électorale ; | 25,58% (25,48% de garçons et 25,68% de filles) | Au moins 90% (dont 90% de garçons et 90% de filles). | Juin 2021 = 60 %  Décembre 2021 = 90 % | 40 % | L’écart sera comblé à travers l’appui aux initiatives de prévention et résolution des conflits prévu pour novembre et décembre 2021 |
| **Produit 2.1** : Les associations de jeunes, membres des Synergies, mettent en place des initiatives de prévention et de gestion des conflits en période électorale en région forestière ; | **Indicateur 2.1.1 : %** de jeunes (filles et garçons) membres des associations appartenant aux synergies formées et qui mettent en œuvre des initiatives de prévention et de résolution des conflits électoraux ; | 44,64% (30,55% des filles et 69,45% de garçons) | Au moins 90% (dont 90% de garçons et 90% de filles). | Décembre 2021 = 80 %  Janvier 2022 = 90 % | 50 % | Les besoins en renforcement de capacités des jeunes filles et garçons sont accrus par rapport aux ressources disponibles |
| **Indicateur 2.1.2** : % de jeunes (filles et garçons) membres des associations appartenant aux synergies formées sur le processus électoral et la prévention et résolution des conflits électoraux ; | 37,93% (31,23% et 42,2,69%): quelques jeunes s’impliquent mais n’ont pas reçus de formation | Au moins 90% (dont 90% de garçons et 90% de filles). | Juin 2021 = 50 %  Novembre 2021 = 90 % | 71 % | Le processus se poursuit en novembre 2021 lors de la vulgarisation de la Résolution 1325 et connexes des SNU. |
| **Indicateur 2.1.3** : % d’association des jeunes, membres des synergies ayant élaboré un plan d’action sensible à la prévention et gestion des conflits électoraux. | 46,73 % | 100 % | Décembre 2021 | 100 % |  |
| **Produit 2-2** : Les initiatives des femmes évoluant dans la prévention et la résolution des conflits sont renforcées et mieux structurées en région forestière ; | **Indicateur 2.2.1 :** % d’initiatives des femmes, membres de synergies appuyées (accompagnement de 10 associations de femmes à travers les plans d’action) par le projet. | 0 % | 100 % (cible : 10 groupements de femmes) | Juin 2021 = 05  Décembre 2021 = 10 | 0 % | L’accompagnement des plans d’action de 10 associations de femmes est prévu pour novembre et décembre 2021 |
| **Indicateur 2.2.2 : %** de réseaux des femmes, membres de synergies impliqués dans la gestion des conflits électoraux et sur les dynamiques sous régionales de gestion des conflits ; | 0% | 50 % | Décembre 2021 | 0 % | Cette activité est la suite de la vulgarisation de la Résolution 1325 et connexes planifiée pour novembre 2021 |
| **Indicateur 2.2.3** : Nombre de sessions de partage d’expériences entre les initiatives des femmes des 7 préfectures organisées ; | 0 | 2 sessions de partage à raison d’une session par an | Décembre 2021 = 01  Février 2022 = 01 | 0% | Activité prévue pour le décembre 2021 et février 2022 |
| **Produit 2.3** : 500 jeunes (250 filles et 250 hommes) à risque sont reconvertis en vecteurs de paix à partir des activités de haute intensité de main d’œuvre et d’une éducation à la citoyenneté en période électorale dans la zone spéciale de Conakry | **Indicateur 2.3.1** : # jeunes bénéficiaires de HIMO et d’initiatives d’éducation citoyenne | Non Déterminé (ND) | 250 jeunes filles | Juin 2021=500 | 100 % (500 jeunes hommes et femmes) | 500 jeunes (250 jeunes hommes et 250 jeunes femmes) ont bénéficié, pendant les travaux HIMO dans les 5 communes de Conakry, des formations (les vendredis et samedis de chaque semaine) sur l’éducation civique et citoyenne, le leadership, la prévention des conflits et la consolidation de la paix |
| **Indicateur 2.3.2** : % de jeunes bénéficiaires de THIMO ayant mis en œuvre des initiatives de prévention des conflits et de préservation de la paix en période électorale | Non Déterminé (ND) | 80% | Juin 2021 = 50 %  Décembre 2021 = 80 % | 60 % | Le processus se poursuit à travers les 37 Groupements d’intérêt Economique (GIE) constitués suite aux travaux HIMO dans les 5 communes de Conakry. |
| **Résultat 3** : L’Architecture Nationale de Paix est mise en place et renforce les mécanismes locaux de prévention et gestion des conflits en Guinée Forestière. | **Indicateur 3.1 :** Existence d’un mécanisme national et régional (Guinée Forestière) d’alerte et de réponse aux conflits | Non | Oui | Décembre 2021 | 0% | Le processus pour la conception de l’outil est déjà déclenché et l’outil devra être disponible avant fin novembre 2021. |
| **Indicateur 3.2 :** Un rapport d'analyse des alertes et des conflits de la région forestière diffusé | Non | Oui | Janvier 2022 | 0% | Le mécanisme national et régional (Guinée Forestière) d’alerte et de réponse aux conflits n’est pas encore mis en place. Cette activité est prévue pour novembre et décembre 2021 |
| **Produit 3.1**  ANP est mise en place au niveau national et opérationnelle en région forestière | **Indicateur 3.1.1 :** Existence d’un cadre conceptuel de l’ANP validé | Non | Oui | Décembre 2021 | 0% | L’opérationnalisation de l’ANP étant l’aboutissement final du projet, des activités préalables devaient être mises en place notamment la redynamisation et l’opérationnalisation des Synergies locales (SYRAP, SYPAP et SYCAP), ainsi qu’un mécanisme national et régional (Guinée Forestière) d’alerte et de réponse aux conflits. Ce à quoi le projet s’est attelé et le processus se poursuivra jusqu’en décembre 2021 |
| **Indicateur 3.1.2 :** Existence d’outils opérationnels de l’ANP (plan d’action, plan de renforcement de capacité, Coût annuel budgété du fonctionnement de l’ANP déterminé,) | Non | Oui | Janvier 2022 (plan d’action, plan de renforcement de capacités, budget de fonctionnement) | 0% |
| **Produit 3.2 :**  Le mécanisme national de collecte, d’analyse des données, d’alertes précoces et de réponses préventives est mis en place et opérationnel en région forestière | **Indicateur 3.2.1 :** Existence d’un outil de collecte et d’analyse des alertes sur les conflits fonctionnels. | Non | Oui | Octobre 2021 = 01 | 0% | Le processus pour la conception de l’outil est déjà déclenché et l’outil devra être disponible avant fin novembre 2021. |
| **Indicateur 3.2.2 :** % d’acteurs de synergies outillés sur le mécanisme de collecte et d’analyse des alertes | 0 % | 30 % | Septembre 2021 = 10%  Novembre 2021 = 30 % | 0 % | Pas de progrès à signaler encore, l’activité est planifiée pour novembre 2021. |
| **Indicateur 3.2.3 :** # de rapports sur les alertes de conflits remontés par l’architecture régionale à l’ANP ; | 0 | 01 | Décembre 2021 = 01 | 0 % | Pas de progrès à signaler à date. Le rapport sera élaboré et diffusés après la mise en place et l’opérationnalisation de l’ANP en région forestière. |